

révoltes

25 février 2004

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**Pour briser l'offensive gouvernementale contre le statut des chercheurs, les directions des syndicats UNEF, SNESup-FSU et SNCS-FSU doivent rompre toute négociation avec le gouvernement, et appeler au boycott des Assises Nationales de la Recherche !
Défense inconditionnelle du statut ! Rétablissement des postes statutaires !**

Le budget 2004 : une nouvelle offensive frontale contre les postes statutaires.

Depuis plusieurs années, l'annulation et le reports des crédits destinés à la recherche sont allés de pair avec l'extension progressive de la précarité des jeunes chercheurs dans l'ensemble de la recherche publique (faiblesse du nombre de recrutements statutaires, d'allocation de recherches). Le budget 2004 ne prévoit aucune création de poste de chercheurs ou d'enseignants-chercheurs ; de plus, sur 1500 départs à la retraite, 550 postes statutaires sont transformés en CDD « *Jeunes Chercheurs* » de 3 à 5 ans, renouvelables une fois ; 200 stages post-doctoraux (1 à 2 ans) sont créés. Aux concours de l'Enseignement, 5 500 postes sont supprimés. **L'offensive se concentre particulièrement sur le statut :** pour les jeunes chercheurs, CDD et post-doc financés « *sur projet* » se substituent ainsi aux emplois statutaires. Devra-t-on attendre 40 ans pour espérer une hypothétique titularisation après des années de précarité en thèse, puis en CDD ?

Réduire les coûts, diminuer la valeur de la force de travail

Le budget 2004 traduit une offensive visant à une remise en cause générale de toutes les garanties collectives bénéficiant aux salariés. Chirac, en guise de « *loi de mobilisation sur l'emploi* », charge Fillon d'instaurer de futurs « *contrats de mission* », préconisés par le rapport de Vireville, soit un nouveau type de contrat précaire visant à liquider les CDI : les employeurs pourront embaucher pour une durée variable et licencier sans entraves ni indemnités. Dans la Fonction Publique, le gouvernement maintient son objectif de « *ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux* », **c'est-à-dire d'organiser dès maintenant des suppressions massives de postes statutaires**, déjà mises en œuvre dans les hôpitaux, les finances, l'enseignement public (où le statut de surveillant est d'ores et déjà liquidé) et aussi... dans la recherche publique.

La bourgeoisie française, et le gouvernement Chirac-Raffarin qui la représente, n'a en effet plus de marge de manœuvre : l'exacerbation de la concurrence entre les économies capitalistes, de plus en plus féroce, met en difficulté, chaque jour davantage, la position concurrentielle de la bourgeoisie française à l'échelle mondiale. Celle-ci n'a plus d'autre choix que de s'attaquer à tous les acquis ouvriers, aux salaires, à développer la flexibilité, pour rétablir ses profits. **La recherche publique ne peut y échapper.** La bourgeoisie n'a que faire du statut des chercheurs, de leur indépendance scientifique, et de pans entiers de la recherche fondamentale et des sciences humaines et sociales. Elle a besoin d'une masse de jeunes intellectuels docile et bon marché.

Le plan du gouvernement : associer les chercheurs au démantèlement de leur propre statut

Pour parvenir à cette réorganisation de la recherche publique, le gouvernement a déjà tracé sa « *feuille de route* » : préparer une loi d'orientation sur la recherche publique d'ici septembre 2004, en s'appuyant sur le rapport sur « *l'Avenir de la recherche* », paru en décembre 2003, soit peu après le vote du budget 2004. Les objectifs y sont clairement énoncés : « *redéfinir les missions de la recherche* », « *reformuler les arguments en faveur du soutien à la recherche* », la recentrer sur les besoins du patronat. Pour cela, il s'agit de démanteler les statuts des personnels, « *conçus à une autre époque* », en assouplissant « *les structures et les règles* », et de « *favoriser l'investissement privé* » au détriment des financements publics. La décentralisation, par « *l'organisation de pôles régionaux* » sera, comme pour les hôpitaux ou l'enseignement public, le levier utilisé pour justifier l'éclatement des structures et des statuts nationaux.

Pour arriver à ses fins, le gouvernement cherche à associer, « *par la concertation* », les organisations syndicales et les représentants du personnel. Ainsi, après le « grand débat sur l'école », les Assises Nationales de la Recherche, prévues au printemps, serviront de base à cette future loi d'orientation, qui concentrera de nouvelles attaques. **L'association des syndicats, des chercheurs au « diagnostic » du gouvernement a un objectif : désarmer la résistance des chercheurs.** Cette méthode a prouvé son efficacité en 2003, lors de la réforme des retraites : les directions syndicales (FSU, CGT, FO) ont accepté de discuter des projets de réformes de Fillon et trahi la mobilisation des travailleurs, en refusant d'appeler à la grève générale. C'est dans ce même cadre que se situe la pétition « *Sauvons la recherche* ».

Une recherche « compétitive », contre les statuts.

En ce début de l'année, l'application du budget 2004, est explosive dans de nombreux labos. C'est à ce moment là qu'a été lancée la pétition « *Sauvons la Recherche* » ; de nombreux directeurs de laboratoires du CNRS, de l'INSERM et d'autres instituts menacent de démissionner collectivement. Or le texte de la pétition se place sur la défense d'une recherche « *compétitive* » : cela implique une recherche plus flexible, moins chère et donc en contradiction flagrante avec le statut national qui limite la concurrence entre les chercheurs, préserve des garanties contractuelles et salariales pour tous. « *L'augmentation significative de possibilités d'embauches* », formulée dans la pétition, pourrait très bien être assurée par un développement massif de CDD et la liquidation conjointe des statuts... Contrairement au contenu même de la pétition, les signatures massives expriment la volonté de combat des chercheurs, ingénieurs, enseignants-chercheurs, thésards... : plus de 50.000 signatures, plus de 10.000 manifestants à Paris le 20 janvier. Ce que veulent les chercheurs, les étudiants-chercheurs : **le rétablissement immédiat de tous les crédits, de tous les postes statutaires, la création massive de postes statutaires**

Le gouvernement s'appuie sur le contenu de la pétition et les directeurs des laboratoires les plus profondément intégrés dans la concurrence internationale, ceux qui disposent déjà des plus grands moyens et qui en demandent davantage, afin de faire face à l'exacerbation de la concurrence, notamment celle des Etats-Unis (constamment cités dans la pétition). Des voix se font ainsi entendre pour redistribuer les crédits au profit des laboratoires les plus « *compétitifs* ». Christian Bréchet, directeur de l'INSERM, déplore dans Libération (17 février) que la recherche biomédicale française soit plombée par des « *équipes non compétitives* » ; il s'appuie sur des « *évaluations internes* » pour couper les crédits aux laboratoires dont les résultats sont jugés insuffisants, aboutissant à des baisses massives de crédit pour 40% des unités de l'INSERM. **Une telle orientation ne peut que conduire, par la redistribution à moyens publics constants des crédits aux labos les plus « compétitifs », à l'abandon de pans entiers de la recherche.**...Le gouvernement annonce le reversement des crédits gelés en 2003, mais il maintient totalement ses plans : contrats précaires, suppressions de postes statutaires, attaques contre les statuts.

Imposer aux directions syndicales la rupture des « négociation » avec le gouvernement Chirac-Raffarin.

Le gouvernement a planifié son attaque : il a chargé un comité d'experts d'auditionner les organisations syndicales et les représentants des chercheurs et personnels jusqu'à la fin du mois d'avril. Appuyé sur la demande des directions syndicales et du collectif d'organiser des Etats Généraux de la Recherche, il annonce la tenue d'Assises Nationales au mois de juin afin de préparer le projet de loi d'orientation pour un vote à l'automne. Combattre ces plans, refuser que la bourgeoisie française et son gouvernement ne condamnent les thésards à des CDD à vie nécessaire, à l'inverse, d'imposer aux directions syndicales de l'UNEF, de la FSU (SNESup, SNCS) qu'elles rompent toute négociation avec le gouvernement et défendent les revendications des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des étudiants :

Pour la défense inconditionnelle des statuts, pour le rétablissement de tous les postes statutaires, s'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux :

- Rupture de la concertation avec le gouvernement !**
- Boycott des Assises Nationales de la Recherche !**

L'enjeu des élections régionales : tout faire pour infliger une défaite à Chirac

Dans cette situation, les élections régionales revêtent une importance particulière. Une victoire de l'UMP, du gouvernement Chirac-Raffarin signifierait une nouvelle salve d'offensives contre les acquis de tous les travailleurs. Pas une voix aux candidats de la bourgeoisie (UMP,UDF, FN et aussi Radicaux, Citoyens, associatifs divers). Partout où s'est possible : vote classe contre classe, en se saisissant des partis (et organisations) ouvriers existants aujourd'hui (PS, PC, ainsi que LO/LCR), sans que cela signifie un soutien à leur politique. Il ne s'agit pas d'électorisme : une défaite des candidats de Chirac serait un encouragement à la mobilisation, car seul le combat direct des masses peut briser la politique du gouvernement et le chasser. Par quoi le remplacer ? Une possibilité immédiate serait un gouvernement des seuls PS et PC, sans partis bourgeois dont les travailleurs exigerons la satisfaction de leurs revendications, transition sur la voie d'un véritable gouvernement ouvrier s'attaquant au capital.

Telle est l'orientation sur laquelle combattent les jeunes regroupés autour du bulletin Révoltes, qui veulent construire une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse pour en finir avec le capitalisme.